

# Montpellier: "blocus illimité" voté à l'université Paul Valéry

Montpellier, 27 mars 2018 (AFP) -

Le principe d'un "blocus illimité" de l'université Paul Valéry a été voté mardi par une assemblée générale ayant réuni des milliers d'étudiants, professeurs et personnels des deux universités de Montpellier, dans un contexte toujours marqué par les violences survenues dans la faculté de droit jeudi.

Le blocage de l'université Paul Valéry, dont le campus est situé dans le nord de Montpellier, a débuté mi-février pour protester contre la nouvelle loi d'accès aux études universitaires, qui introduit selon ses opposants une "sélection sociale". Dans la nuit de jeudi à vendredi, l'occupation par des étudiants grévistes d'un amphithéâtre de la faculté de droit de la 2e université de la ville a dégénéré, avec l'intrusion d'hommes cagoulés qui ont violemment expulsé les contestataires.

L'AG a également voté mardi pour la "démission" du président de "Paul Va", Patrick Gilli, les partisans du blocage évoquant une "occupation active", de "cours substitutifs" et d'un "département autogéré".

Lors du vote à main levée, une procédure contestée par les anti-blocage qui ont aussi dénoncé la présence de "personnes extérieures à l'université" dans l'AG, le coup de force survenu à la faculté de droit a lourdement pesé.

"J'ai cru mourir, jamais je n'avais vécu une violence aussi extrême", a témoigné, encore tremblante, Chloé, une étudiante de "Paul Va" victime de ces violences, qui a dénoncé devant l'assemblée des "terroristes fascistes".

Une forêt de mains levées a également voté parmi 30 "propositions" le fait que le doyen de la faculté de droit Philippe Pétel, mis en cause dans les violences et qui a démissionné, soit "démis de ses fonctions de professeur" et que "justice soit faite pour les victimes des évènements de la faculté de droit".

En début d'AG, la modératrice avait appelé à "Ne pas applaudir ou huer" et "respecter la parole de l'autre" mais les échanges ont été tendus entre les partisans de la poursuite des blocages des facultés et des étudiants, notamment venus de la fac de droit, réclamant "le droit d'étudier".

L'assemblée a été suivie d'une manifestation, plusieurs centaines d'étudiants se dirigeant en fin d'après-midi vers le centre-ville aux cris de "Macron démission".

il/mdm

Afp le 27 mars 18 à 18 13.